



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

29-11-2017

Etats généraux de l'alimentation

Depuis le 20 juillet, se tiennent les Etats généraux de l'alimentation, réponse à grand spectacle organisée par Macron et son ministre de L' agriculture Stéphane Travert pour répondre aux angoisses des agriculteurs et des consommateurs. « Pour une nouvelle France agricole où les agriculteurs fixeraient le prix de vente de leurs productions afin de pouvoir vivre de leur travail ».

Au nom de " l'intérêt général " , les décideurs de cette farce de concertation à la Macron, aggravent encore la situation actuelle !

12 ministères mobilisés pour 2 chantiers organisés en 14 ateliers et un atelier transversal.

Le chantier n ° 1 consacré à la création et à la répartition de la valeur a donc travaillé sur le sujet fondamental du prix des produits agricoles.

Le chantier n °2 s' est consacré au thème de l' alimentation « saine, sûre et durable ».

L 'atelier transversal s achève actuellement sur les pistes de l' avenir.

Ce programme semblait ouvrir des perspectives rassurantes aux deux extrémités de chaîne : les agriculteurs et les consommateurs. C' était sans compter sur la donnée essentielle de cette opération de plus de trois mois : le capitalisme, cadre imposé et bien sûr indépassable.

Parmi les dirigeants d' ateliers, des PDG de l' agro-business, de l' agro-alimentaire comme F. Eyraud de Danone, D. Verneau de Triballat, J-F Loiseau du groupe Axereal, Y. Delaine du groupe Avril etc. et pour la distribution : Serge Papin PDG de Système U. Une sélection sans faille d' " experts " secondés par des élus politiques tout aussi bien choisis. Quant aux principaux intéressés, agriculteurs, consommateurs, salarié agricole (qui assurent quand même 1/3 de la production), salariés des industries agro-alimentaires (plus de 420 000 salariés aux salaires les plus bas de toute l' industrie et aux conditions de travail déplorables, ils étaient les grands absents de ces travaux qui pourtant les concernaient au premier chef. Ils pouvaient , éventuellement déposer leurs avis, revendications et propositions par Internet. Il est à noter que c' est l' atelier dédié aux prix qui a provoqué le plus grand nombre d'avis de ceux qui bien que créant, seuls, les richesses, n' avaient pas voix au chapitre...

Ils ont voulu montrer, comme d' habitude, que la possibilité d' une agriculture rémunératrice pour les producteurs et offrant une alimentation de qualité à prix raisonnable au peuple se heurtait à trois obstacles incontournables : les charges sociales, les charges fiscales et les réglementations. Bref, à la recherche accélérée du profit maximum.

Ils ont conclu que les produits alimentaires ne seraient pas à leur juste prix, il faut donc les augmenter et orienter la production française vers la très haute qualité. Bien sûr pas pour rémunérer les producteurs mais bien pour engraisser encore toutes les entreprises intermédiaires de la transformation et de la distribution. Alors que l' alimentation représente plus de 21% dans le budget des ménages, il est clair que seuls des plus fortunés pourront s'offrir des produits haut de gamme, sains etc. alors que les travailleurs continueront à souffrir de malnutrition, d' obésité, de diabète et autres maux dont on leur imputera la responsabilité !!

L'accès de tous à une alimentation saine et de qualité n'était pas l'objectif de ce grand raout des capitalistes du secteur et l'actualité ne cesse le prouver .

La " crise du beurre ", « la croissance brutale et énorme de la consommation en France, en Chine et aux Etats-Unis » aurait provoqué la pénurie et l'explosion du prix. C'est vouloir nous faire oublier la disparition massive des producteurs laitiers français étranglés par la chute des cours et le prix de l'aliment bétail. C'est cacher que les industriels laitiers ont fait pression sur les grandes surfaces en vendant leur beurre sur d'autres marchés en France et à l'export. De plus, ils privilégient la production des fromages et yaourts au détriment du beurre qui leur laisse la poudre de lait qui ne rapporte rien sur un marché mondial excédentaire. La pénurie ainsi organisée et entretenue par les industriels secondés par les traders en produits laitiers, le beurre est stocké, les prix s'envolent au détriment des producteurs et des consommateurs. Seul, un prix rémunérateur garanti aux producteurs permettrait d'éviter cette pseudo-pénurie et cette augmentation du prix du beurre. Ce n'est pas dans cette direction que Macron s'est orienté !

La consommation de viande baisse en France entre les campagnes anti-viande et surtout son prix élevé eu égard aux salaires. Mais pour se plier aux règles internationales des capitalistes, la France ouvre grandes les portes de son marché à la viande bovine canadienne dans le cadre du traité CETA et à viande d'Amérique latine (Brésil-Argentine-Paraguay-Uruguay) en application d'un accord UE-MERCOSUR. Oublié déjà le discours de Etats généraux sur les prix ! Les éleveurs français redoutent le pire au niveau des cours et les consommateurs au niveau de l'état sanitaire de ces viandes. Rien de tout cela ne fera baisser le prix de la viande à la consommation.

La France est une grande puissance agricole et alimentaire. L'alimentation, vitale pour la population doit être arrachée au carcan de la recherche du profit maximum. L'agriculture est un bien national qui doit revenir à ses acteurs pour assurer son rôle primordial : nourrir sainement, à prix abordable, sans dommages pour la population.